

Plan d'Action modifié du Conseil Mondial de l'Énergie 2008-2010

(sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Exécutive 2008)

Le Contexte

Le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) a achevé un travail considérable sur les « Scénarios de Politique Énergétique en 2050 », sur « Énergie et Changement climatique » et plusieurs autres études techniques et régionales. Ce travail et les principales conclusions du 20^e Congrès Mondial de l'Énergie de Rome en novembre 2007 ont permis d'ébaucher les priorités sur lesquelles le CME centrera son action au cours des trois prochaines années jusqu'au 21^e Congrès qui se tiendra à Montréal en septembre 2010.

Le paysage de l'énergie change rapidement. Les questions énergétiques occupent désormais la une des journaux dans les différentes parties du monde. La prise de conscience croissante de la production et de l'utilisation durables de l'énergie, y compris leur rôle dans le développement économique, environnemental et social, crée de nouveaux défis et de nouveaux enjeux pour les professionnels de l'énergie du monde entier.

Le CME veut contribuer à établir une valeur mondiale du carbone, stable et pertinente, cohérente avec la forte croissance économique dans toutes les régions du monde, intégrant l'amélioration de l'accès aux services commerciaux de l'énergie pour les presque deux milliards d'individus des pays en développement qui vivent dans la pauvreté. Le rôle des entreprises énergétiques dans le développement de technologies propres et efficaces va de pair avec des politiques publiques saines et une utilisation durable des énergies. Une plus grande solidarité ou coopération entre gouvernements et régulateurs est indispensable pour dépasser les querelles de clochers et les intérêts chauvins. Le besoin d'investissements importants en infrastructures de production et de distribution d'énergie se fait pressant mais des goulots d'étranglement se profilent, en particulier du point de vue des compétences et des équipements. La croissance démographique et les mouvements migratoires déboucheront sur de nouvelles mégapoles, essentiellement situées dans les pays en développement, avec des problématiques énergétiques spécifiques. L'accès à l'eau est aujourd'hui l'un des principaux facteurs qui contribueront à ébaucher le futur de l'industrie de l'énergie à travers le monde.

Objectifs 2008-2010

Les objectifs du CME en matière d'énergie — accessibilité, disponibilité et acceptabilité (« Accessibility, Availability and Acceptability », les trois A du développement de l'énergie durable) — demeurent valides et réalisables. D'ici au Congrès de Montréal, en septembre 2010, le CME souhaite réduire les tensions géopolitiques qui pèsent sur l'offre, les échanges et la demande d'énergie, en :

1. accroissant le niveau *d'accessibilité* aux services commerciaux de l'énergie à l'ensemble des foyers dans le monde, avec un souci tout particulier pour l'Afrique ;
2. augmentant la *disponibilité* de services énergétiques sûrs, fiables, abordables et plus propres dans toutes les régions du monde, dans la perspective d'un doublement de la production d'énergies primaires d'ici 2050 ;
3. améliorant *l'acceptabilité* de la production et de l'utilisation de l'énergie, favorisant la prise de conscience du public quant à la nécessité de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie, et la manière dont des technologies propres et des pratiques efficaces peuvent limiter la croissance des émissions de gaz à effets de serre, l'objectif ultime consistant à les stabiliser d'ici 2030 pour les réduire ensuite.

Enjeux 2008-2010

Trois principaux enjeux nous attendent qui pèsent sur les objectifs décrits plus haut et fournissent un contexte aux réponses et aux actions du CME. Ces enjeux consistent à :

1. encourager *l'émergence de politiques énergétiques plus cohérentes aux plans national, régional et mondial*, une réglementation et des normes efficaces pour favoriser des marchés stables et intégrés de services énergétiques.
2. imaginer *des concepts énergétiques financiers pour favoriser la croissance des investissements* dans des systèmes énergétiques existants plus efficaces et les nouveaux systèmes énergétiques durables ;
3. augmenter la *R&D dans le domaine des technologies propres* partout où c'est possible et accélérer leur transfert vers les pays en développement tout en renforçant leurs capacités de mise en œuvre et de maintenance.

Etudes régionales et mondiales du CME

Sous la direction de C.P. Jain, président du Comité des Études, les études mondiales se focaliseront sur quatre projets :

1. La 22^{ème} enquête sur les ressources énergétiques sera publiée à l'occasion du Congrès de Montréal en 2010. Une actualisation des données relatives aux ressources sera opérée plus régulièrement et pourra faire l'objet d'une publication dans l'hypothèse où des changements significatifs se manifesteraient.
2. L'énergie pour les mégapoles : Cette étude, qui doit s'achever à la fin 2009, se focalisera sur la question de la demande énergétique et de la distribution de services sûrs et fiables dans les grandes villes du monde entier. Ces dernières croissent rapidement en taille et en nombre. Les conséquences de possibles ruptures d'approvisionnement sont particulièrement graves dans ces centres d'activité économique surpeuplés avec, en particulier, un impact social et financier considérable. L'offre d'électricité, les systèmes de transport, les carburants, le logement et les besoins en eau potable seront examinés dans le détail afin d'identifier, région par région, les besoins spécifiques. Les actions politiques susceptibles de garantir la « soutenabilité », la bonne santé de l'activité économique et la qualité de la vie seront identifiées.
3. Règles du commerce de l'énergie et investissement : Le CME a mis en place un groupe de travail de juristes et d'économistes d'entreprise pour rassembler l'information et entamer le processus d'évaluation des principes de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Charte de l'Energie et de l'Accord de Libre Echange Nord-Américain qui pourraient traiter le commerce, les services et les investissements du secteur de l'énergie dans un chapitre complet de l'OMC pour le prochain cycle de négociations commerciales. La phase I de ce travail sur la collecte d'information sera achevée fin 2008 tandis que la phase II relative aux subventions nationales, à l'empreinte carbone et à d'autres questions sera terminée pour le Congrès de Montréal, en 2010.
4. Evaluation des politiques et pratiques énergétiques : Cette étude entreprendra une évaluation de l'efficacité des politiques énergétiques publiques spécifiquement nationales, des programmes, des règlements ou des normes, à prendre en compte les objectifs climatiques, de croissance et d'égalité (les 3 A du CME). Le but est d'influencer fortement les décideurs sur la feuille de route qui, après Bali, mène aux COP 14 et 15 et d'accélérer la coopération pour converger rapidement vers les objectifs des 3 A. L'étude du CME « Scénarios de politique énergétique pour 2050 »

du cycle 2005-2007 concluait que, pour atteindre les objectifs des 3 A, il fallait des niveaux sans précédent de coopération public-privé et de nouvelles formes d'engagement des gouvernements ; l'évaluation des politiques et pratiques énergétiques contribuera à accélérer ces coopérations et ces engagements. Le premier rapport sera publié en décembre 2009.

L'Évaluation intégrera un ensemble de mesures y compris des vulnérabilités de l'approvisionnement énergétique mondial qui peuvent faire obstacle à la réalisation des trois A. Ces vulnérabilités intègrent la disponibilité des ressources humaines, les goulots d'étranglement au niveau des équipements, les relations entre eau et énergie et les capacités logistiques ; des rapports du CME seront consacrés à ces vulnérabilités et publiés séparément au fur et à mesure. L'évaluation s'intéressera aussi aux questions spécifiquement régionales, comme le raffinage du pétrole ou le dessalement de l'eau

Les diverses problématiques régionales émergeant du rapport du CME sur les scénarios de politique énergétique à l'horizon 2050 seront traitées dans le cadre des plans d'activité régionaux décrits ci-dessous.

Programmes techniques et groupes de travail du CME

Sous la direction de **Mary M'MuKindia, présidente du Comité des programmes**, les programmes techniques recouvreront :

- L'élaboration de statistiques et la mise en place d'ateliers d'évaluation sur **la disponibilité des centrales**, les échanges internationaux de données, les renouvelables et les meilleures pratiques en matière d'émission de Gaz à Effet de Serre (GES), ainsi que les innovations dans le domaine des transferts de technologie sous le pilotage du Comité sur les Performances des Centrales Électriques (PGP).
- Les politiques et les indicateurs en matière **d'efficacité énergétique**, ce qui inclut les informations sur les coûts chaque fois que possible, des mises à jour annuelles de la base de données sur l'efficacité énergétique hébergée sur le site Web du CME et des ateliers pilotés par le Comité CME-ADEME sur les Politiques et les Indicateurs de l'Efficacité Énergétique (IEE).
- Des systèmes **d'énergies fossiles plus propres** (incluant le Groupe de Dialogue des Acteurs du Captage et du Stockage du Carbone), dans le cadre du Comité CME-USDOE des systèmes d'énergies fossiles propres ;
- Un groupe de travail dédié aux **interconnexions**, basé sur les récents travaux du CME sur la fiabilité du réseau qui s'intéressera aux investissements et aux coopérations transfrontalières.
- Un groupe de travail sur **les normes en matière de biocarburants**, en partenariat avec l'International Standards Organisation (ISO), initié dans le cadre des plans d'action régionaux des zones Amérique du Nord, Amérique Latine & Caraïbes ;
- **Des centres d'excellence pour une énergie durable**, afin d'améliorer la coopération énergétique régionale, de promouvoir les meilleures pratiques et de faciliter le transfert de technologies propres en direction de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique Latine & Caraïbes. Ce travail sera mené en concertation avec les vice-présidents de régions du CME.

Ces actions seront menées dans la perspective d'un accroissement de notre visibilité avec un souci particulier pour la mise en œuvre. Elles feront partie du programme du **21^e Congrès Mondial sur l'Énergie**, qui prendra place à Montréal en septembre 2010.

Le Comité des Programmes supervisera également les plans d'action régionaux dans toutes les régions du monde, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des pays émergents en matière de technologies propres (voir ci-dessous).

Action et collaboration régionales du CME

Sous la direction des **vice-présidents de régions**, de nouveaux **plans d'action régionaux** triennaux seront implémentés pour l'Afrique, l'Asie, l'Europe, les États du Golfe, l'Amérique Latine & Caraïbes et l'Amérique du Nord. Ces plans d'action régionaux mêleront des projets dans lesquels le CME joue un rôle majeur de facilitateur, des analyses régionales des problématiques qui émergent du rapport du CME sur les scénarios à l'horizon 2050, des études régionales (comme les études régionales européennes coordonnées au travail sur les Règles du Commerce de l'Énergie), des ateliers (tel que PGP), des groupes de travail (comme ceux sur les normes en matière de biocarburants), et des sommets périodiques sur des sujets spécifiques d'intérêt interrégional.

Les vice-présidents de régions seront invités à recommander de nouvelles formes de partenariats public-privé afin de mettre en œuvre les plans d'action régionaux et de fournir des résultats spécifiques sur les objectifs d'accessibilité, de disponibilité et d'acceptabilité pour le Congrès de Montréal de 2010.

Un dialogue annuel avec les instances régionales en charge de l'énergie sera mis en place, afin d'assurer davantage de visibilité au CME et à ses messages. Des mesures particulières seront prises par les Comités Membres du CME dans les pays développés pour promouvoir et faciliter la collaboration avec les comités des pays en développement. Le rôle et le financement des centres d'excellence pour une énergie durable dans les pays émergents seront étendus.

Communication et information du CME

Sous la direction de **Marie-José Nadeau, présidente du Comité de la communication**, les priorités suivantes ont été établies :

- Améliorer la **visibilité du CME** et son « **image de marque** » globale, en travaillant avec les Comités Membres à augmenter sa surface médiatique et en positionnant régulièrement le CME dans la presse économique et financière internationale en différentes langues ;
- Reconnaître **le CME comme une source de données et d'informations sur l'énergie de premier ordre** parmi les médias en promouvant une meilleure connaissance des spécificités de l'Énergie, de son importance géopolitique et économique dans des sessions de formation spécialisées pour les journalistes (une Ecole de Journalisme du CME par exemple) ;
- Positionner le CME au cœur du **débat international sur l'énergie**, par l'intermédiaire du Groupe Consultatif des Mécènes du CME et en proposant régulièrement des articles de position (comme l'enquête annuelle Korn Ferry/CME menée auprès des dirigeants de l'industrie de l'énergie) ou les articles de l'OPED sur des débats fondamentaux (comme le changement climatique) ;
- Développer l'information et la communication du CME **à destination du monde de la finance** afin de promouvoir les investissements appropriés dans le domaine de l'énergie et de positionner le CME comme la passerelle entre les institutions publiques, l'industrie de l'énergie et la finance ;

- Approfondir l'orientation vers l'action de l'approche des programmes et des études du CME, grâce à une prise en considération précoce du public ciblé, du calendrier et des méthodes de communication ;
- Mettre à profit et faire évoluer le **site Web** récemment lancé, en tant qu'outil au service des études et des programmes mais également afin de distribuer les publications du CME, d'augmenter la valeur offerte aux membres comme aux non-membres et de développer des services innovants (comme le Répertoire Mondial de l'Industrie de l'Énergie) ;
- Elaborer et organiser **des événements et des activités dédiés à la jeunesse**, afin d'assurer le rajeunissement continu du CME et de recruter des jeunes (17 à 27 ans) et des jeunes professionnels (27 à 37 ans) dans le monde entier ;
- Positionner le CME à travers le monde en renforçant **les nœuds régionaux de communication du CME**, avec l'assistance des Comités Membres, des vice-présidents de régions et l'appui des médias régionaux, afin de bâtir un réseau médiatique international à partir d'une approche dite « top-down/bottom-up » (conférences régionales, interviews, conférences de presse, prises de parole, tables rondes) ;
- Élaborer et poursuivre **des partenariats** avec d'autres organisations aux plans global et international (telles que l'IGU et le WBCSD, la Banque Mondiale, les organisations dépendant des Nations Unies, l'OCDE/IEA, l'OPEP et d'autres groupes de réflexion), susceptibles d'améliorer l'impact des activités du CME ;
- Par l'intermédiaire du Groupe de Programmation du Congrès, présidé par le secrétaire général, participer à la préparation et l'organisation du **21^e Congrès mondial sur l'Énergie de Montréal en septembre 2010**, afin de mettre à profit tout le potentiel de communication du Congrès et assurer une meilleure notoriété au CME à partir de 2008.

Financement et adhésion au CME

Les Comités Membres du CME constituent la base même du CME et méritent, par conséquent, que tous les efforts soient faits pour maintenir une base d'adhérents stable et active en :

- Favorisant le recrutement de **nouveaux membres**, en particulier dans les États du Golfe et en Asie Centrale, et la « ré-adhésion » d'anciens membres, avec pour objectif de faire passer le nombre d'adhérents du CME à cent comités d'ici au Congrès de 2010 ;
- Fournissant une assistance aux Comités membres existants en élaborant une « **proposition de valeur** », document qui met en lumière les avantages tangibles et intangibles qu'apporte l'adhésion au CME ;
- Poursuivant le programme de **Visites des Comités Membres** par les membres dirigeants et les coordinateurs régionaux du CME ;
- Élaborant une procédure annuelle d'orientation pour les nouveaux secrétaires, afin de les aider à mieux comprendre leur rôle et leurs responsabilités et de leur donner un aperçu des services et de l'assistance dispensés par CME Londres.

Sous la direction de **Asger Bundgard-Jensen, Président du Comité des Finances**, le CME cherchera à :

- Élargir et renforcer le Programme de mécénat du CME au cours du cycle 2008-2010 ;
- Générer de **nouvelles sources de revenus** issues de partenariats et d'entreprises, commerciaux ou non commerciaux, ce qui inclut le site Web du CME, l'organisation

des congrès et les autres activités commerciales menées dans le cadre de CME Services Ltd (comme par exemple l'école de journalisme dédiée à l'énergie du CME) ;

- Continuer de garantir que les **cotisations** demeurent aussi basses que possible, tout en garantissant un budget d'exploitation suffisant pour faire fonctionner l'organisation ;
- Gérer les fonds du CME avec prudence en maximisant leur rendement.